

Le mardi 22 février 2005



DÉFENSE ANTIMISSILE

McKenna: le Canada fait partie du bouclier

Presse Canadienne

Ottawa

Il n'est pas officiellement en poste avant un mois encore, mais le prochain ambassadeur du Canada aux États-Unis, Frank McKenna, a mis le gouvernement de Paul Martin dans l'embarras, mardi, en affirmant sans détour que le Canada faisait déjà partie du projet américain de bouclier antimissile.

Photo: Presse Canadienne

Frank McKenna

M. McKenna a expliqué aux journalistes qui le questionnaient sur le sujet ne pas comprendre ce que veut dire le gouvernement américain lorsqu'il dit qu'il invite le Canada à se joindre à son programme.

«Nous en faisons déjà partie. Que pouvons-nous faire de plus?», a lâché candidement M. McKenna, après avoir répondu aux questions des députés qui siègent au comité des Affaires étrangères.

L'ancien premier ministre du Nouveau-Brunswick recyclé en diplomate a expliqué que, en acceptant les modifications à l'accord sur le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD), en août dernier, le Canada répondait aux demandes du voisin américain.

«Je crois que les États-Unis ont eu ce qu'ils voulaient pour le fonctionnement de leur modeste programme de défense antimissile», a fait observer M. McKenna.

Pourtant, le gouvernement de Paul Martin répète, depuis des mois, que le Canada n'a toujours pas pris de décision sur sa participation au projet de défense antimissile et que les amendements à l'accord de NORAD n'étaient en rien compromettants ni indicateurs de la décision à venir.

Le gouvernement s'est d'ailleurs engagé après les pressions de l'opposition, lors du discours du Trône, à tenir un débat en Chambre avant d'annoncer sa décision.

Mais, placés devant la contradiction entre la position du gouvernement et les propos de M. McKenna, les trois partis d'opposition n'ont pas pris de temps à la souligner aux Communes.

«Lequel des deux dit la vérité, et est-ce qu'on aura droit à une rétractation?», a fait valoir le chef du NPD, Jack Layton.

Articles précédents

[Le Canada appelle les É-U à respecter la décision de l'Alena](#)

[Le long parcours des victimes d'erreurs judiciaires](#)

[Stephen Harper en tournée au Québec](#)

[Des souverainistes interrogent le passé de Michaëlle Jean](#)

[Charest met en garde le fédéral](#)

[Le gouvernement sera plus sévère](#)

Archives

Recherche d'articles

[Achat de carnets](#) [Accéder à mon carnet](#)

Info Courriel Cyberpresse

[Abonnez-vous](#) [Accéder à mon profil](#)

Imprimer

Droits de reproduction

Abonnement aux quotidiens

NOUVELLES LES PLUS LUES

[Dernier jour](#)

[Dernière semaine](#)

«Est-ce que le ministre va admettre que le premier ministre a induit la population en erreur en affirmant que la modification à NORAD n'entraînait pas, de facto, la participation du Canada au bouclier antimissile, comme vient de l'affirmer Franck McKenna, très clairement?», a pour sa part questionné le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe.

En dépit des questions répétées, le ministre de la Défense, Bill Graham, a maintenu sans fléchir qu'il n'y avait pas contradiction et que la confusion se situait du côté de l'opposition, qui interprétait les propos de façon erronée.

«Nous n'avons accepté aucune entente avec les États-Unis sur le système de défense antimissile, a soutenu M. Graham, à sa sortie des Communes. Nous avons accepté d'amender NORAD pour permettre aux Américains d'utiliser l'information de NORAD pour évaluer les menaces qui planent sur l'Amérique du Nord. De mon point de vue, il me semble que c'est évident qu'il ne s'agit pas de la même chose.»

En fait, le gouvernement américain, selon un porte-parole, recherche avant tout l'endossement politique du Canada en vers le projet plutôt que tout apport technique. Lors de sa visite au Canada, en décembre dernier, le président George W. Bush a réitéré cette demande. Et Ottawa rechigne et hésite à lui donner son appui, à la fois à cause des réticences de la population en général et de celle au sein du caucus libéral.

Le sujet controversé suscite l'opposition d'une majorité de la population canadienne, si l'on se fie aux plus récents sondages sur le sujet. L'opposition est plus forte au Québec.

C'est d'ailleurs parmi les députés libéraux du Québec qu'on retrouve les plus farouches opposants au projet, dans les troupes de M. Martin. L'aile québécoise du Parti libéral parrainera, lors du congrès libéral la semaine prochaine, une résolution enjoignant le parti à ne pas participer au projet.

Beaucoup de députés libéraux du Québec craignent que le programme de défense antimissile mène, à moyen ou long terme, à une militarisation de l'espace.

Réagissez à cet événement!

.....

.....

.....

Retour :: Haut

Politique de confidentialité | **Annoncez sur Cyberpresse** | **Contactez-nous**

Copyright © 2000-2005 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

Ce site a été optimisé pour les fureteurs Microsoft Internet Explorer, version 5.0 et ultérieures, et Netscape, version 6.0 et ultérieures.